

# Résister à l'emprise des entreprises pour faire progresser la justice climatique

*Des fausses solutions aux vraies solutions*

 Réseau-DESC



Art : Lucio Zago

# SOMMAIRE

1. Introduction : comment l'emprise des entreprises alimente la crise climatique
2. L'industrie des combustibles fossiles savait qu'elle nuisait à l'environnement
  - 2.1. Capture du discours public : nier le changement climatique
  - 2.2. Capture des espaces politiques nationaux et internationaux
3. L'industrie des combustibles fossiles se réinvente à travers de fausses solutions
  - 3.1. Zéro émission nette : Brûler maintenant, payer plus tard
  - 3.2. Mécanismes d'élimination du dioxyde de carbone
  - 3.3. Solutions fondées sur la nature (NBS)
4. Lutter contre les préjudices et faire progresser la justice collective vers de véritables solutions climatiques
5. Revendications des membres du Réseau-DESC

# 1. Introduction : Comment l'emprise des entreprises alimente la crise climatique

La crise climatique est une question existentielle. Notre capacité collective à exister sur cette planète est menacée par ce que les scientifiques ont découvert : l'acidification des océans, le réchauffement des océans, l'élévation du niveau de la mer, la perte de la cryosphère, les températures extrêmes<sup>1</sup> l'augmentation des phénomènes climatiques et l'imprévisibilité des modèles climatiques.<sup>2</sup> Mais qu'est-ce que cela signifie pour notre existence sur la planète Terre ?

Les chaleurs extrêmes et les modèles climatiques imprévisibles ont entraîné une diminution des précipitations et une sécheresse qui menace les sources de nourriture de millions de personnes dans le monde.<sup>3</sup> Dans le même temps, de fortes précipitations ont provoqué des épidémies qui ont détruit des récoltes entières, laissant des millions de personnes affamées.<sup>4</sup> Les coûts économiques et non économiques du changement climatique sont désastreux.

Comme si l'insécurité alimentaire grave ne suffisait pas, de nombreux pays du Sud sont confrontés à la réalité que leur terre natale pourrait bientôt disparaître. L'élévation du niveau de la mer a déjà fait disparaître plusieurs îles et continue de grignoter la superficie d'une vingtaine de petits États insulaires de faible altitude.<sup>5</sup> Cela signifie que toute la terre natale des populations, où elles ont construit leurs maisons et élevé leurs enfants, n'aura plus de point de référence physique sur une carte ou ailleurs. Pour les peuples autochtones dont les rituels, les coutumes, les traditions et l'identité sont liés à leur terre, à leurs territoires et à leurs ressources, cela est particulièrement dévastateur.

---

<sup>1</sup> Friends of the Earth, Impacts of Climate Change: Heatwaves, hurricanes, storm surges, disponible à l'adresse <https://friendsoftheearth.uk/climate-change/extreme-weather-impacts> ; voir également Nations Unies, Qu'est-ce que le changement climatique ? disponible à l'adresse <https://www.un.org/en/climatechange/what-is-climate-change>.

<sup>2</sup> Commission des droits de l'homme des Philippines (CHRP), Enquête nationale sur le changement climatique, (décembre 2022), page 29, disponible à l'adresse [https://www.escri-net.org/sites/default/files/caselaw/nicc\\_report.pdf](https://www.escri-net.org/sites/default/files/caselaw/nicc_report.pdf).

<sup>3</sup> Forum économique mondial, Les sécheresses s'aggravent dans le monde entier : voici pourquoi et ce qu'il faut faire, (12 août 2022), <https://www.weforum.org/agenda/2022/08/drought-water-climate-un/> ; 43 000 morts présumés alors que la sécheresse continue de ravager la Somalie, Comité international de secours, (4 avril 2023), <https://www.rescue.org/press-release/irc-43000-feared-dead-drought-continues-ravage-somalia#:~:text=The%20report%20estimates%20that%20from,severe%20drought%20in%20its%20history>; Health Policy Watch, « No Break, No Escape Anywhere » (Pas de répit, pas d'échappatoire) face à la chaleur ; les scientifiques lancent un appel aux dirigeants mondiaux avant le sommet du G20 à Delhi, (7 septembre 2023), <https://healthpolicy-watch.news/no-break-no-escape-anywhere-from-heat-scientists-appeal-to-world-leaders-ahead-of-delhi-g20-summit/>.

<sup>4</sup> Earth.Org, « Is Climate Change Causing Locust Swarm Resurgence? » (Le changement climatique est-il à l'origine de la résurgence des essaims de criquets ?) (4 septembre 2020), [https://earth.org/data\\_visualization/is-climate-change-causing-locusts-swarm-resurgence/#:~:text=Extreme%20weather%20events%2C%20notably%20heavy,and%20provide%20shelter%20and%20food](https://earth.org/data_visualization/is-climate-change-causing-locusts-swarm-resurgence/#:~:text=Extreme%20weather%20events%2C%20notably%20heavy,and%20provide%20shelter%20and%20food).

<sup>5</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Petites îles, disponible à l'adresse [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/WGIIAR5-Chap29\\_FINAL.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/WGIIAR5-Chap29_FINAL.pdf).

Les liens entre le changement climatique, l'appauvrissement et les déplacements forcés sont évidents à l'échelle mondiale. Le changement climatique entraîne directement des conditions extrêmes telles que la famine, la perte des moyens de subsistance et des dommages irréversibles aux infrastructures, qui obligent les communautés à migrer.

Les femmes des **îles Carteret, en Papouasie-Nouvelle-Guinée**, pourraient être considérées comme les premières réfugiées climatiques au monde. La migration forcée a renforcé les inégalités existantes et la vulnérabilité des femmes à la violence sexiste. L'isolement géographique et le manque de services publics ont entraîné la perte de moyens de subsistance, une augmentation de la mortalité infantile et le décès de femmes dans les camps provisoires lors d'accouchements ou de maladies curables.<sup>6</sup>

Dans la **municipalité de Marcovia, dans la région du golfe de Fonseca, au sud du Honduras**, les communautés dépendent principalement de la pêche artisanale. L'intrusion marine induite par le changement climatique a entraîné la perte de terres productives, de logements, une baisse des revenus des familles vivant de la pêche artisanale de subsistance et la modification des écosystèmes qui constituent un moyen de subsistance indispensable pour la population. Ces impacts ont entraîné des déplacements forcés, l'insécurité alimentaire, l'aggravation de la pauvreté, le manque d'accès à l'éducation et aux services de santé, l'exclusion et les inégalités, les femmes étant touchées de manière disproportionnée.<sup>7</sup>

Dans **l'île caribéenne d'Haïti**, les communautés des villages de Machiabel et Vieux David Roy, qui vivent de l'agriculture et de l'élevage, ont été touchées par la perte de sols et de récoltes causée par des catastrophes naturelles liées au climat, telles que les sécheresses, les ouragans et les cyclones. L'augmentation des catastrophes naturelles et l'instabilité politique dans le pays ont aggravé les taux de chômage et de criminalité.<sup>8</sup>

Il est indéniable que l'industrie des combustibles fossiles porte une responsabilité importante dans la crise climatique. La combustion des combustibles fossiles est la principale cause du changement climatique<sup>9</sup> car « lorsque les combustibles fossiles sont

---

<sup>6</sup> Impacts sur les réfugiés climatiques des îles Carterets, Papouasie-Nouvelle-Guinée. Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement. 2015 : <https://apwld.org/wpcontent/uploads/2014/12/flyer-lnwda.pdf>

<sup>7</sup> Étude « Impact du changement climatique sur les ressources côtières et les moyens de subsistance des communautés de Guapinol, Cedeño et Punta Ratón, Marcovia, Choluteca », réalisée par FIAN en 2021 et « Any Tidal Wave Could Drown Us: Stories from the Climate Crisis », Amnesty International 2022, <https://www.amnesty.org/en/documents/ior40/6145/2022/en/>

<sup>8</sup> Lutter contre les effets du changement climatique grâce à des recherches menées par les communautés rurales en Haïti. International Accountability Project. 2023 : <https://accountability.medium.com/community-led-research-paves-the-way-for-climate-adaptation-in-rural-communities-in-haiti-639a29fc2f22>

<sup>9</sup> Damian Carrington, Révélation : le secteur pétrolier

brûlés, ils libèrent de grandes quantités de dioxyde de carbone dans l'air ». <sup>10</sup> Les émissions provenant de la combustion des combustibles fossiles ont aggravé la crise climatique et contribué à l'aggravation des phénomènes météorologiques extrêmes. <sup>11</sup> Il existe trois types de combustibles fossiles : (1) le charbon ; (2) le pétrole ; et (3) le gaz « naturel » (ci-après « gaz fossile »). <sup>12</sup> Le charbon est le combustible le plus « sale » et la principale source du réchauffement climatique, tandis que le pétrole représente un tiers des émissions mondiales de carbone et est à l'origine de marées noires dévastatrices. Le gaz fossile représente un cinquième des émissions mondiales de carbone, ce qui a conduit les entreprises à le présenter comme la source d'énergie la plus « propre » des trois. <sup>13</sup> Cependant, l'extraction du gaz fossile a tendance à entraîner des fuites de méthane, dont l'impact sur l'environnement est 86 fois plus néfaste que celui du dioxyde de carbone (issu de l'extraction du pétrole). <sup>14</sup>

Tous les impacts mentionnés ci-dessus, et bien d'autres encore, se produisent à l'heure où nous parlons. Alors, pourquoi nos gouvernements n'ont-ils pas fait davantage pour faire face à cette crise existentielle ? La réponse est qu'ils sont influencés et contrôlés par des entreprises dont la soif de profit a entraîné la destruction de nos écosystèmes et l'exploitation de notre planète. Les membres du Réseau DESC et de nombreuses organisations de la société civile ont utilisé le terme « **l'emprise des entreprises** » pour désigner les moyens par lesquels une élite économique sape la réalisation des droits humains et la protection de l'environnement en influençant les décideurs nationaux et internationaux et les institutions publiques. <sup>15</sup> Ce document de référence examine comment les acteurs du monde des affaires, en particulier l'industrie des combustibles fossiles, ont façonné les politiques publiques en matière de changement climatique et de protection de l'environnement à leur propre avantage et au détriment des populations et de la planète.

---

« stupéfiants » de 3 milliards de dollars par jour au cours des 50 dernières années, THE GUARDIAN (21 juillet 2022), [https://www.theguardian.com/environment/2022/jul/21/revealed-oil-sectors-staggering-profits-last-50-years?CMP=share\\_btn\\_tw](https://www.theguardian.com/environment/2022/jul/21/revealed-oil-sectors-staggering-profits-last-50-years?CMP=share_btn_tw).

<sup>10</sup> Client Earth, Les combustibles fossiles et le changement climatique : les faits, (18 février 2022), [clientearth.org/latest/latest-updates/stories/fossil-fuels-and-climate-change-the-facts/#:~:text=What%20is%20the%20link%20between,our%20atmosphere%2C%20causing%20global%20warming](https://clientearth.org/latest/latest-updates/stories/fossil-fuels-and-climate-change-the-facts/#:~:text=What%20is%20the%20link%20between,our%20atmosphere%2C%20causing%20global%20warming); L'enquête nationale des Philippines sur le changement climatique a révélé que les émissions attribuées aux 90 plus grands producteurs de carbone entre 1990 et 2010 représentaient environ 57 % de l'augmentation du dioxyde de carbone dans l'atmosphère, environ 50 % de l'augmentation des températures mondiales et environ 30 % de l'élévation du niveau de la mer. Commission des droits de l'homme des Philippines (CHRP), Enquête nationale sur le changement climatique, (décembre 2022), page 90, disponible à l'adresse [https://www.escri-net.org/sites/default/files/caselaw/nicc\\_report.pdf](https://www.escri-net.org/sites/default/files/caselaw/nicc_report.pdf).

<sup>11</sup> Damian Carrington, « Révélation : les profits « stupéfiants » de 3 milliards de dollars par jour du secteur pétrolier au cours des

« stupéfiants » de 3 milliards de dollars par jour au cours des 50 dernières années, THE GUARDIAN (21 juillet 2022), [https://www.theguardian.com/environment/2022/jul/21/revealed-oil-sectors-staggering-profits-last-50-years?CMP=share\\_btn\\_tw](https://www.theguardian.com/environment/2022/jul/21/revealed-oil-sectors-staggering-profits-last-50-years?CMP=share_btn_tw).

<sup>12</sup> Client Earth, Les combustibles fossiles et le changement climatique : les faits, (18 février 2022), [clientearth.org/latest/latest-updates/stories/fossil-fuels-and-climate-change-the-facts/#:~:text=What%20is%20the%20link%20between,our%20atmosphere%2C%20causing%20global%20warming](https://clientearth.org/latest/latest-updates/stories/fossil-fuels-and-climate-change-the-facts/#:~:text=What%20is%20the%20link%20between,our%20atmosphere%2C%20causing%20global%20warming)

<sup>13</sup> Id.

<sup>14</sup> Id.

<sup>15</sup> Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels (Réseau DESC) sur l'emprise des entreprises, disponible à l'adresse suivante : <https://www.escri-net.org/corporateaccountability/corporatecapture>

## 2. L'industrie des combustibles fossiles savait qu'elle nuisait à l'environnement

L'impact massif et transversal de la crise climatique était prévisible et évitable. Des preuves récentes montrent que **les entreprises du secteur des combustibles fossiles savaient dès 1954 que leurs activités nuisaient à la planète**<sup>16</sup>, mais elles ont poursuivi leurs activités, motivées par leur cupidité. Ironiquement, l'industrie des combustibles fossiles a fait progresser la science du climat en interne pendant des décennies.

En 1966, ExxonMobil prédisait que la combustion des combustibles fossiles augmentait la quantité de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, ce qui, si rien n'était fait, entraînerait « des changements climatiques considérables », notamment le réchauffement climatique, provoquant la fonte des calottes polaires, qui à son tour entraînerait l'inondation de nombreuses villes côtières, dont New York et Londres.<sup>17</sup> De même, en 1969, l'American Petroleum Institute (API) a commandé un rapport qui reprenait intégralement les conclusions du Comité consultatif scientifique du président des États-Unis sur la pollution environnementale, présenté au président Lyndon B. Johnson, qui estimait que « les réserves estimées de combustibles fossiles exploitables sont suffisantes pour produire une augmentation de près de 200 % de la teneur en dioxyde de carbone de l'atmosphère ».<sup>18</sup> Shell a été l'une des premières grandes compagnies pétrolières à accepter la réalité et les dangers du changement climatique. En 1991 encore, Shell mettait en garde contre les risques « graves » et « catastrophiques » du changement climatique dû à la combustion des combustibles fossiles.<sup>19</sup> Dans un film intitulé *Climate of Concern*,<sup>20</sup> Shell affirme que « l'action immédiate » contre le changement climatique est la « seule assurance sûre ».<sup>21</sup> En effet, ce film a été produit à l'origine pour sensibiliser le public, et était destiné à « être vu par le grand public, en particulier dans les écoles et les universités (...) Il mettait en garde contre les phénomènes météorologiques extrêmes, les inondations, les famines et les

---

<sup>16</sup> « Preuve irréfutable » : des documents montrent que l'industrie des combustibles fossiles connaissait les dangers climatiques dès 1954.

<https://www.theguardian.com/us-news/2024/jan/30/fossil-fuel-industry-air-pollution-fund-research-caltech-climate-change-denial>

<sup>17</sup> Élan Young, Exxon savait, tout comme l'industrie charbonnière, GRIST, (29 novembre 2019), disponible à l'adresse suivante : <https://grist.org/energy/exxon-knew-and-so-did-coal/>.

<sup>18</sup> Commission des droits de l'homme des Philippines (CHRP), Enquête nationale sur le changement climatique, (décembre 2022), page 91.

<sup>19</sup> Damian Carrington, « Shell savait : un film du géant pétrolier de 1991 mettait en garde contre les dangers du changement climatique », THE GUARDIAN (28 février 2017),

<https://www.theguardian.com/environment/2017/feb/28/shell-knew-oil-giants-1991-film-warned-climate-change-danger>

<sup>20</sup> Royal Dutch Shell, *Climate of Concern*, 1991, disponible à l'adresse <https://www.youtube.com/watch?v=0VOWi8oVXmo>.

<sup>21</sup> Damian Carrington, « Shell savait : un film du géant pétrolier de 1991 mettait en garde contre les dangers du changement climatique », THE GUARDIAN (28 février 2017).

réfugiés climatiques à mesure que la combustion des combustibles fossiles réchauffait la planète ».<sup>22</sup>

À mesure que le lien entre le changement climatique et les entreprises du secteur des combustibles fossiles devenait plus évident, le public a commencé à mettre en évidence les activités néfastes de ces entreprises.<sup>23</sup> Dans les années 1970 et 1980, lorsque des entreprises telles qu'ExxonMobil ont commencé à publier leurs conclusions scientifiques sur les effets de l'extraction des combustibles fossiles sur l'atmosphère, le public a commencé à exiger des mesures, ce qui, pour les dirigeants de ces entreprises, signifiait « des mesures draconiennes irréversibles et coûteuses » limitant leurs pratiques commerciales.<sup>24</sup>

**Les entreprises du secteur des combustibles fossiles ont rapidement compris que pour maintenir leur modèle économique, elles devaient changer d'image.** Leur transformation s'est articulée autour d'une double stratégie : (1) nier le changement climatique et rejeter la responsabilité sur les individus et le public ; et (2) investir du temps et de l'argent dans la « politique climatique ».<sup>25</sup>

## 2.1. Capture du discours public : nier le changement climatique

La première partie de la stratégie consistait à lancer d'interminables « campagnes de désinformation » afin de capter l'attention des médias et de manipuler l'opinion publique sur le changement climatique, dans le but ultime de mettre un terme à toute action efficace visant à enrayer la crise climatique.<sup>26</sup> En réponse, les géants des énergies fossiles ont multiplié les campagnes de propagande visant à nier le changement climatique. Pour ce faire, ils ont principalement mis l'accent sur les prétendues incertitudes des modèles élaborés par leurs propres scientifiques concernant l'impact de la combustion des énergies fossiles sur l'environnement. Ces campagnes ont pris de nombreuses formes, notamment l'infiltration de la communauté scientifique, où les entreprises ont travaillé avec diligence pour accroître la visibilité d'un petit groupe de « scientifiques dissidents » qui ont publié des recherches et pris la parole lors de tables rondes afin de promouvoir le discours niant le changement climatique. Ces soi-disant scientifiques ont été présentés comme les seuls experts en la matière, alors qu'ils étaient considérés comme assez marginaux par

<sup>22</sup> Id.

<sup>23</sup> Kate Yoder, « It's not just Coca-Cola: Corporations have co-opted the UN climate talks », GRIST, (15 novembre 2022), <https://grist.org/cop27/corporations-have-co-opted-the-un-climate-talks-coca-col/>.

<sup>24</sup> Id.

<sup>25</sup> Kate Yoder, Il n'y a pas que Coca-Cola : les entreprises ont pris le contrôle des négociations climatiques de l'ONU, GRIST, (15 novembre 2022), <https://grist.org/cop27/corporations-have-co-opted-the-un-climate-talks-coca-col/>.

<sup>26</sup> Phoebe Keane, Comment l'industrie pétrolière nous a fait douter du changement climatique, BBC News, (20 septembre 2020), <https://www.bbc.com/news/stories-53640382>.

rapport à leurs homologues universitaires.<sup>27</sup> Ces faux experts étaient soutenus par des think tanks de droite créés par les entreprises de combustibles fossiles afin de produire des pseudo-sciences.<sup>28</sup> Un rapport de 2019 a révélé que « les cinq plus grandes sociétés pétrolières et gazières cotées en bourse (ExxonMobil, Royal Dutch Shell, Chevron, BP et Total) ont investi plus d'un milliard de dollars de fonds publics dans les trois années qui ont suivi l'accord de Paris dans des activités de lobbying et de branding trompeuses liées au climat ».<sup>29</sup> À elle seule, ExxonMobil a donné « 690 000 dollars à huit groupes climatosceptiques en 2019, [seulement] 10 % de moins qu'en 2018 ».<sup>30</sup> Cela s'est produit plusieurs années après qu'ExxonMobil ait publiquement reconnu la réalité du changement climatique.<sup>31</sup> Une enquête menée en 2024 a révélé que la Shell USA Company Foundation avait fait don de centaines de milliers de dollars à des organisations niant la crise climatique. Parmi celles-ci figurent des think tanks conservateurs et des organisations étroitement liées à une longue histoire de lutte contre le consensus scientifique sur le changement climatique, qu'elles qualifient de « théorie non prouvée ».<sup>32</sup>

L'un des exemples les plus insidieux est la création du *Nongovernmental International Panel on Climate Change (NIPCC)*. Ce groupe a été créé par le groupe de réflexion de droite Heartland Institute, qui a envoyé des courriers en masse aux écoles, aux universités et à des professeurs sous le nom du NIPCC, semant le doute sur les effets du changement climatique.<sup>33</sup> Choisi intentionnellement pour semer la confusion, le nom du NIPCC ressemble fortement à celui du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), l'organisme des Nations unies chargé d'évaluer les impacts du changement climatique.

Cette confusion systématique était intentionnelle. Les entreprises savaient non seulement que la science était certaine et qu'il était « évident » que le monde allait changer de manière néfaste en raison de leurs activités, mais elles ont utilisé ces mêmes connaissances pour adapter leurs pratiques commerciales au changement climatique. Par exemple, ExxonMobil a utilisé « les mêmes modèles climatiques qu'elle avait publiquement

<sup>27</sup> La machine à nier le climat : comment l'industrie des combustibles fossiles bloque l'action climatique, THE CLIMATE REALITY PROJECT (5 septembre 2019),

<https://www.climateRealityproject.org/blog/climate-denial-machine-how-fossil-fuel-industry-blocks-climate-action>

<sup>28</sup> Id.

<sup>29</sup> La machine à nier le climat : comment l'industrie des combustibles fossiles bloque l'action climatique, THE CLIMATE REALITY PROJECT (5 septembre 2019),

<https://www.climateRealityproject.org/blog/climate-denial-machine-how-fossil-fuel-industry-blocks-climate-action>.

<sup>30</sup> Elliot Negin, ExxonMobil affirme avoir changé d'avis sur le climat, mais continue de financer les climatosceptiques, Union of Concerned Scientists USA, (22 octobre

2020), <https://blog.ucsusa.org/elliott-negin/exxonmobil-claims-shift-on-climate-continues-to-fund-climate-deniers/>

<sup>31</sup> L'histoire du déni climatique d'Exxon : une chronologie, Greenpeace, disponible à l'adresse

<https://www.greenpeace.org/usa/fighting-climate-chaos/exxon-and-the-oil-industry-knew-about-climate-crisis/exxons-climate-denial-history-a-timeline/>

<sup>32</sup> Révélation : une organisation à but non lucratif liée à Shell a financé des groupes climatosceptiques à l'origine du projet 2025. <https://www.theguardian.com/us-news/article/2024/aug/15/shell-oil-project-2025-climate-crisis>

<sup>33</sup> National Center for Science Education, Debunking the Heartland Institute Effort's to Deny Climate Science, disponible à l'adresse <https://ncse.ngo/files/nipcc.pdf>.

attaqués pour planifier ses futures opérations dans l'Arctique, une région où elle savait que le forage deviendrait moins coûteux avec la hausse des températures et la fonte rapide des glaces marines ».»<sup>34</sup> Un rapport d'ExxonMobil datant de 1985 prévoyait « un réchauffement pouvant atteindre 6 °C d'ici la fin du XXI<sup>e</sup> siècle si les émissions de gaz à effet de serre n'étaient pas réduites ». <sup>35</sup> Néanmoins, entre 1998 et 2019, l'entreprise a dépensé plus de 37 millions de dollars pour financer des organisations qui nient le changement climatique.<sup>36</sup>

**En plus de nier complètement le changement climatique, les entreprises ont également rejeté la responsabilité du changement climatique sur le public.** L'une de leurs stratégies consistait à mettre l'accent sur les répercussions économiques de la réduction de la production de combustibles fossiles. La campagne intitulée « les trois E » (environnement, énergie et économie) visait à « présenter la position de l'industrie comme raisonnable et responsable, et à faire passer les écologistes pour des personnes qui veulent ruiner l'économie ». <sup>37</sup> Dans le même ordre d'idées, British Petroleum a imaginé le concept d'« empreinte carbone » afin de « promouvoir l'idée que le changement climatique n'est pas la faute des géants du pétrole, mais celle des individus ». <sup>38</sup>

## 2.2. Capture des espaces politiques nationaux et internationaux

Les entreprises du secteur des énergies fossiles ayant été les premières à découvrir la voie désastreuse vers laquelle se dirigeait la planète en raison de leurs activités, elles ont pu mettre en place une campagne de lobbying à différents niveaux de la gouvernance

---

<sup>34</sup> The Climate Denial Machine : How the Fossil Fuel Industry Blocks Climate Action, THE CLIMATE REALITY PROJECT (5 septembre 2019),

<https://www.climateproject.org/blog/climate-denial-machine-how-fossil-fuel-industry-blocks-climate-action>.

<sup>35</sup> David Hasemyer et John H. Cushman, Jr., Exxon a semé le doute sur la science du climat pendant des décennies en mettant l'accent sur l'incertitude, Inside Climate News, (22 octobre 2015),

<https://insideclimatenews.org/news/22102015/exxon-sowed-doubt-about-climate-science-for-decades-by-stressing-an-certainty/>

<sup>36</sup> Elliot Negin, ExxonMobil affirme avoir changé d'avis sur le climat, mais continue de financer les climatosceptiques, Union of Concerned Scientists USA, (22 octobre

2020), <https://blog.ucsusa.org/elliott-negin/exxonmobil-claims-shift-on-climate-continues-to-fund-climate-deniers/>

<sup>37</sup> Kate Yoder, Comment une stratégie de relations publiques vieille de 50 ans a influencé la décision de la Cour suprême concernant l'EPA, GRIST, (6 juillet 2022),

<https://grist.org/economics/supreme-court-epa-decision-bruce-harrison-public-relations/>.

<sup>38</sup> Rebecca Solnit, Les grandes compagnies pétrolières ont inventé l'« empreinte carbone » pour nous faire porter la responsabilité de leur cupidité. Gardez-les sous pression, THE GUARDIAN, (23 août 2021),

<https://www.theguardian.com/commentisfree/2021/aug/23/big-oil-coined-carbon-footprints-to-blame-us-for-their-greed-keep-them-on-the-hook> ; voir également UC Davis Clarity and Leadership for Environmental Awareness, Les grandes compagnies pétrolières détournent l'attention de leur empreinte carbone en vous incitant à vous concentrer sur la vôtre, (16 octobre 2020), <https://clear.ucdavis.edu/blog/big-oil-distracts-their-carbon-footprint-tricking-you-focus-yours>.

nationale et internationale afin de s'assurer qu'elles pourraient continuer à brûler des combustibles fossiles.

En réponse à la déstabilisation croissante du climat, les Nations unies ont organisé une réunion à Rio de Janeiro en 1992 afin d'adopter des mesures de lutte contre le changement climatique.<sup>39</sup> Au cours des négociations, la Global Climate Coalition<sup>40</sup> (GCC) a « activement fait pression » pour que les négociations n'aboutissent pas à obliger les entreprises à réduire leurs émissions.<sup>41</sup> La Global Climate Coalition était « la première et la plus grande organisation à tenter de contrecarrer l'action climatique à la fin des années 1980, comptant parmi ses membres des géants des combustibles fossiles tels que Shell et Chevron ». Dissoute en 2002, ses pratiques de lobbying agressives restent ancrées dans les stratégies des entreprises du secteur des combustibles fossiles.

Au final, les intérêts des énergies fossiles ont réussi à éviter l'adoption d'une approche contraignante en matière de réduction des émissions.<sup>42</sup> De même, la Global Climate Coalition a réussi à dissuader les États-Unis de ratifier le protocole de Kyoto de 2001, qui impose des restrictions sur les émissions.<sup>43</sup>

Grâce à un lobbying intense, les entreprises du secteur des énergies fossiles ont réussi à paralyser l'action mondiale face à l'aggravation de la crise climatique. L'emprise des entreprises sur les espaces de décision en matière de changement climatique se poursuit aujourd'hui sans relâche. Les lobbyistes des entreprises continuent d'exercer une influence considérable sur les efforts actifs visant à bloquer les mesures législatives qui entraîneraient des conséquences dévastatrices à l'échelle mondiale. Lors de la COP28, l'influence des énergies fossiles a atteint son apogée, le nombre de lobbyistes présents aux négociations ayant augmenté de 400 % par rapport à la COP27.<sup>44</sup>

---

<sup>39</sup> Jeffrey Pierre et Scott Neuman, Comment des décennies de désinformation sur les combustibles fossiles ont freiné la politique climatique américaine, NPR, (27 octobre 2021), <https://www.npr.org/2021/10/27/1047583610/once-again-the-u-s-has-failed-to-take-sweeping-climate-action-heres-why>

<sup>40</sup> Kate Yoder, Ils ont fait dérailler l'action climatique pendant une décennie. Et s'en sont vantés., GRIST (15 avril 2022), <https://grist.org/accountability/how-the-global-climate-coalition-derailed-climate-action/>

<sup>41</sup> Kate Yoder, Il n'y a pas que Coca-Cola : les entreprises ont pris le contrôle des négociations climatiques de l'ONU, GRIST, (15 novembre 2022), <https://grist.org/cop27/corporations-have-co-opted-the-un-climate-talks-coca-col/>.

<sup>42</sup>Id.

<sup>43</sup> Jeffrey Pierre et Scott Neuman, Comment des décennies de désinformation sur les combustibles fossiles ont freiné la politique climatique américaine, NPR, (27 octobre 2021), <https://www.npr.org/2021/10/27/1047583610/once-again-the-u-s-has-failed-to-take-sweeping-climate-action-heres-why>.

<sup>44</sup> Réseau-DESC, Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels, COP28 : Perdu et endommagé, englouti par l'emprise des entreprises et les fausses solutions climatiques (décembre 2023), disponible à l'adresse <https://www.escri-net.org/news/2023/cop28-lost-and-damaged-swallowed-by-corporate-capture-and-false-climate-solutions/>

Les défenseurs des droits humains et de la justice climatique continuent de dénoncer les effets dévastateurs de l'industrie militaire et de la crise climatique. Bien que les activités militaires soient responsables de 5,5 % des émissions mondiales<sup>45</sup>, elles restent délibérément exclues des négociations internationales sur le climat. L'augmentation des dépenses militaires à travers le monde ces dernières années<sup>46</sup> cause des dommages irréparables au climat, tandis que leur impact sur le climat et les droits humains est indéniable.<sup>47</sup> **L'industrie militaire et de l'armement** est à l'origine de conflits autour des terres, des territoires et des ressources communautaires, d'occupations illégales et de violences militarisées qui dévastent les terres autochtones et les communautés en première ligne, et perpétuent un cycle de destruction environnementale. Les conflits et les guerres dans les régions ravagées par des conditions climatiques extrêmes exacerbent les effets du changement climatique, sans qu'il n'existe pratiquement aucun moyen d'obtenir réparation. La disparité flagrante des priorités mondiales en matière de dépenses met encore plus en évidence cette injustice : les pays du Nord consacrent 30 fois plus de fonds à la militarisation qu'à la lutte contre le changement climatique.<sup>48</sup> Cette mauvaise allocation des ressources montre clairement que les États ont les moyens financiers de financer des actions climatiques, mais choisissent plutôt d'intensifier la destruction de la planète et de perpétuer leur domination néocoloniale, violant ainsi leurs obligations de réparer leur dette climatique historique envers les pays du Sud.

---

<sup>45</sup> Estimation des émissions mondiales de gaz à effet de serre de l'armée. Observatoire des conflits et de l'environnement. 2022 : <https://ceobs.org/estimating-the-militarys-global-greenhouse-gas-emissions/>

<sup>46</sup> Pour plus d'informations, veuillez consulter :

<https://worldpopulationreview.com/country-rankings/military-spending-by-country>

<sup>47</sup> Le coût climatique de la guerre et des armées ne peut plus être ignoré. The Guardian. 2024 :

<https://www.theguardian.com/commentisfree/2024/jan/09/emission-from-war-military-gaza-ukraine-climate-change>

<sup>48</sup> Nous ne pouvons pas lutter contre le chaos climatique tout en augmentant les dépenses militaires. Stop the War Coalition. 2022 :

<https://www.stopwar.org.uk/article/we-cannot-tackle-climate-chaos-while-increasing-military-spending/>

### 3. L'industrie des combustibles fossiles se réinvente à travers de fausses solutions

**Les fausses solutions** sont celles qui se présentent comme des « mesures climatiques » mais qui, en réalité, ne s'attaquent pas aux causes profondes de la catastrophe climatique. Dans le modèle économique néolibéral actuel, les fausses solutions permettent aux acteurs privés de continuer à engranger des profits tout en perpétuant les injustices climatiques.<sup>49</sup>

Lorsque les entreprises du secteur des énergies fossiles ont réalisé qu'elles ne pouvaient plus nier leur rôle dans la crise climatique, elles ont décidé de se réinventer pour être perçues comme les championnes de la lutte contre le changement climatique. Elles se sont positionnées comme la solution au problème, souhaitant que le public et les gouvernements se tournent vers elles pour trouver une solution à la crise climatique. Les motivations financières derrière ce changement d'image sont restées les mêmes que celles qui prévalaient à l'époque où le changement climatique était nié. Alors que les gouvernements cherchaient de plus en plus de moyens de lutter contre le changement climatique, les entreprises du secteur des énergies fossiles ont compris qu'elles pouvaient réaliser des profits en se présentant comme « respectueuses du climat » et en proposant des solutions qui leur permettraient de gagner de l'argent tout en maintenant le statu quo. Ce concept a été baptisé « greenwashing », en référence au fait que les entreprises du secteur des énergies fossiles semblent plus respectueuses de l'environnement qu'elles ne le sont en réalité.<sup>50</sup>

Le terme « greenwashing » présente les deux visages des entreprises du secteur des combustibles fossiles dans le débat actuel sur le climat. En apparence, ces entreprises se disent engagées dans la lutte contre le changement climatique et ses effets. En réalité, elles continuent : (1) d'alimenter la « machine du déni » que nous avons décrite dans la section précédente et (2) de promouvoir de fausses solutions au changement climatique. Alors que la véritable solution au changement climatique consiste à réduire les émissions à la source, l'emprise des entreprises a conduit à la promotion et à la mise en avant de fausses solutions, dans lesquelles les entreprises continuent d'intensifier leurs activités liées aux combustibles fossiles tout en présentant à l'extérieur une image de contributeurs à la lutte contre le changement climatique. En réalité, le greenwashing permet aux entreprises du secteur des combustibles fossiles d'ajouter une nouvelle source de revenus à leurs caisses. En effet, sous le couvert du greenwashing, elles poursuivent leurs activités néfastes pour le climat tout en recevant de l'argent pour mettre en œuvre leurs fausses

<sup>49</sup> Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement, Fausses solutions : colonialisme climatique et tragédie des biens communs, (décembre 2023), disponible à l'adresse <https://apwld.org/wp-content/uploads/2023/12/FALSE-SOLUTIONS-BRIEFER-Final.pdf>

<sup>50</sup> Global Witness, Qu'est-ce que le greenwashing ?, (16 novembre 2021), <https://www.youtube.com/watch?v=PgiL3vCQLbA&amp;t=5s>

solutions au problème qu'elles ont elles-mêmes créé et continuent d'aggraver. Par conséquent, les fausses solutions désignent souvent « celles qui ne s'attaquent pas réellement au problème en question, mais qui trompent les gens en leur faisant croire qu'elles le font, tout en déclenchant d'autres problèmes graves ». <sup>51</sup> En d'autres termes, les fausses solutions désignent uniquement les « solutions » qui permettent aux entreprises du secteur des énergies fossiles de continuer à brûler des combustibles fossiles et qui leur rapportent des profits (supplémentaires).

**Le greenwashing** est la fausse « environmentalisation » de la marchandisation de la vie. Il consiste en une publicité trompeuse qui tente de convaincre le public d'acheter des produits prétendument respectueux de l'environnement, tout en dissimulant les impacts environnementaux externalisés de l'extractivisme et de l'accumulation de profits. Le greenwashing, également connu sous le nom de « vernis vert », se retrouve également dans l'élaboration des politiques qui promeuvent de fausses solutions. <sup>52</sup>

Malgré les inquiétudes et les nombreuses preuves des dommages causés par les projets relevant du marché du carbone, dans le cadre du processus de la CCNUCC, les pays du Nord continuent de promouvoir ce mécanisme. Après des années d'impasse, les pays sont parvenus à un accord lors de la COP de Glasgow en 2021 pour fixer des règles pour l'échange de quotas d'émission de carbone et la création d'un marché mondial du carbone des Nations unies. De nombreuses questions controversées restent en suspens, notamment en ce qui concerne les garanties en matière de droits humains, les définitions des « suppressions » et les clauses de transparence. Les négociations sur le marché du carbone se sont poursuivies dans un climat de profond désaccord, en particulier entre les pays du Nord et ceux du Sud. Lors de la COP29, la présidence azerbaïdjanaise a imposé des mécanismes de marché du carbone malgré la forte opposition de nombreux mouvements pour la justice climatique et de pays du Sud tels que la Bolivie et Tuvalu, après des années de négociations.

Les membres du Réseau-DESC ont fait valoir que les mécanismes du marché du carbone violent le droit des peuples à l'autodétermination et à la souveraineté et privent davantage les peuples autochtones de leurs terres, territoires et ressources. Ces mécanismes manipulent également le public par le biais de fausses solutions telles que les solutions fondées sur la nature et le commerce du carbone, détournant la responsabilité première de l'atténuation du changement climatique vers les communautés les plus touchées par la crise climatique. Les marchés du carbone portent atteinte au droit au développement et aux principes de justice climatique tels que

<sup>51</sup> Focus on the Global South, De fausses solutions au lieu de solutions justes : témoignage devant le Tribunal des peuples, (2 novembre 2021), <https://focusweb.org/false-solutions-instead-of-just-solutions/#:~:text=False%20solutions%20are%20those%20that,time%20triggering%20other%20serious%20problems.>

<sup>52</sup> Corporate Accountability, Glossaire de la justice climatique, (juin 2022), disponible à l'adresse <https://corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2022/10/Glosario-ingles-PDF-2o-edicio%CC%81n.pdf>

l'équité et les responsabilités communes mais différenciées et les capacités respectives.<sup>53</sup>

### 3.1. Zéro émission nette : « Brûler maintenant, payer plus tard »

Dans le cadre des engagements « zéro émission nette », les entreprises du secteur des combustibles fossiles et les gouvernements s'engagent à neutraliser ou à compenser les gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère en les retirant de l'atmosphère grâce à des mécanismes de compensation. Bien qu'il s'agisse d'un slogan astucieux, « zéro émission nette » ne signifie pas « zéro émission »,<sup>54</sup> mais plutôt un équilibre supposé entre les émissions entrant et sortant de l'atmosphère. Le zéro net s'inscrit dans la lignée d'autres fausses solutions qui promeuvent cet équilibre du CO2 dans l'atmosphère, ainsi que les crédits carbone, les mécanismes basés sur le marché et les systèmes de paiement pour polluer, qui sont examinés plus en détail dans la présente note.

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a déclaré qu'avec le changement climatique, « tout retard est synonyme de mort »,<sup>55</sup>. Or, la principale caractéristique de la stratégie de zéro émission nette est *justement* le retard. Les programmes de zéro émission nette sont souvent « des plans vaguement rédigés, comportant des lacunes qui permettent aux émissions de continuer à augmenter – souvent pendant des décennies – en partant du principe que, à l'avenir, de nouvelles technologies (risquées, non éprouvées et nocives) seront capables d'éliminer le dioxyde de carbone de l'atmosphère et de compenser ou de « réduire à zéro » ces émissions ».<sup>56</sup> En outre, les délais fixés pour les engagements de zéro émission nette sont à long terme,

---

<sup>53</sup> Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels, ESCR-Net. Fausses solutions à la COP ? Le marché du carbone et les suppressions dominent et ouvrent la COP29 dans la controverse. Novembre 2024 : <https://www.escri-net.org/news/2024/false-solutions-cop-carbon-market-and-removals-dominate-a-controversial-opening-of-cop29/>

<sup>54</sup> Maureen Santos et Linda Schneider, « Net Zero is Not Zero », Project Syndicate, (2 novembre 2021), <https://www.project-syndicate.org/commentary/net-zero-climate-pledges-are-greenwashing-by-maureen-santos-and-linda-schneider-2021-11>

<sup>55</sup> Jake Spring, « Delay means death » (Tout retard est fatal) : le rapport de l'ONU sur le climat appelle à une action immédiate et drastique, REUTERS, (28 février 2022), <https://www.reuters.com/business/cop/delay-means-death-un-climate-report-urges-immediate-drastic-action-2022-02-28/>

<sup>56</sup> Not Zero : Comment les objectifs « zéro émission nette » masquent l'inaction climatique, Corporate Accountability, (octobre 2020), [https://demandclimatejustice.org/wp-content/uploads/2020/10/NOT\\_ZERO\\_How\\_net\\_zero\\_targets\\_disguise\\_climate\\_inaction\\_FINAL.pdf](https://demandclimatejustice.org/wp-content/uploads/2020/10/NOT_ZERO_How_net_zero_targets_disguise_climate_inaction_FINAL.pdf)

avec des objectifs généralement fixés à 2050.<sup>57</sup> Cela permet aux entreprises du secteur des combustibles fossiles, qui s'opposent à la réduction des émissions, de détourner l'attention et de retarder les mesures pendant une décennie supplémentaire.<sup>58</sup> Il est plus que probable qu'avec une telle dépendance à l'égard des émissions nettes zéro, nous arriverons en 2050 et que les entreprises du secteur des combustibles fossiles n'auront pris que très peu de mesures pour compenser de manière significative leurs émissions croissantes. En effet, environ 93 % des entreprises ayant pris un engagement public de zéro émission nette sont en passe de manquer leurs objectifs d'ici le milieu du siècle.<sup>59</sup> Les entreprises de combustibles fossiles telles que BP et Shell, qui ont fixé des objectifs de zéro émission nette pour 2050, prévoient *actuellement* d'extraire et de brûler 120 % de combustibles fossiles de plus que la limite nécessaire pour maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5 °C. »<sup>60</sup> Comme le souligne Corporate Accountability, « bien qu'elles parlent plus que jamais de lutter contre le changement climatique, toutes les grandes compagnies pétrolières sont en passe d'augmenter leur production de pétrole d'ici 2026 ».

Un autre problème majeur lié aux engagements « zéro émission nette » est qu'ils sont physiquement presque impossibles à tenir. Il n'y a pas assez de terres disponibles, en surface ou sous terre, pour accueillir tous les engagements nets zéro, différents et qui se chevauchent, des entreprises du secteur des combustibles fossiles.<sup>61</sup> Par exemple, « l'industrie des combustibles fossiles aurait besoin à elle seule de 500 millions d'hectares de terres pour compenser ses émissions d'ici 2050 afin d'atteindre la neutralité carbone », ce qui « correspond à un tiers des terres agricoles mondiales ». <sup>62</sup> À l'instar d'autres

---

<sup>57</sup> Agence internationale de l'énergie, Net Zero by 2050: A Roadmap for the Global Energy Sector, (octobre 2021), [https://iea.blob.core.windows.net/assets/deebef5d-0c34-4539-9d0c-10b13d840027/NetZeroBy2050-ARoadmapfortheGlobalEnergySector\\_CORR.pdf](https://iea.blob.core.windows.net/assets/deebef5d-0c34-4539-9d0c-10b13d840027/NetZeroBy2050-ARoadmapfortheGlobalEnergySector_CORR.pdf)

<sup>58</sup> « Prendre des engagements à long terme en faveur de la neutralité carbone permet aux gouvernements et aux entreprises d'éviter des réductions drastiques des émissions dès maintenant. » Voir Maureen Santos et Linda Schneider, « Net Zero is Not Zero », Project Syndicate, (2 novembre 2021), <https://www.project-syndicate.org/commentary/net-zero-climate-pledges-are-greenwashing-by-maureen-santos-and-linda-schneider-2021-11>.

<sup>59</sup> Zach Budryk, Peu d'entreprises sont en voie d'atteindre leurs objectifs de zéro émission nette à long terme, selon une étude, The Hill, (3 novembre 2022), [https://thehill.com/policy/energy-environment/3717821-few-corporations-on-pace-to-reach-long-term-net-zero-emissions-targets-research/?email=28c536f7cea76f7e81b9d1fc1dcf3273c6e567f7&email=597a13951270d1ce22321cd4b5c34460&emailb=cd3eff69ecb5c5a0291fd314b8dd21f0014c9b56e84666777849b4e6e50c4ae1&utm\\_source=Sailthru&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=11.03.22%20EM%20The%20Hill%20-%20Energy%20%26%20Environment](https://thehill.com/policy/energy-environment/3717821-few-corporations-on-pace-to-reach-long-term-net-zero-emissions-targets-research/?email=28c536f7cea76f7e81b9d1fc1dcf3273c6e567f7&email=597a13951270d1ce22321cd4b5c34460&emailb=cd3eff69ecb5c5a0291fd314b8dd21f0014c9b56e84666777849b4e6e50c4ae1&utm_source=Sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=11.03.22%20EM%20The%20Hill%20-%20Energy%20%26%20Environment).

<sup>60</sup> Not Zero: How 'net zero' targets disguise climate inaction, Corporate Accountability, (octobre 2020), [https://demandclimatejustice.org/wp-content/uploads/2020/10/NOT\\_ZERO\\_How\\_net\\_zero\\_targets\\_disguise\\_climate\\_inaction\\_FINAL.pdf](https://demandclimatejustice.org/wp-content/uploads/2020/10/NOT_ZERO_How_net_zero_targets_disguise_climate_inaction_FINAL.pdf)

<sup>61</sup> Comme le souligne ce rapport, « il est dangereux de supposer que nous pouvons continuer à rejeter de grandes quantités de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et que la terre aura une capacité technologique ou écologique suffisante pour absorber tous les GES émis dans le cadre des plans de neutralité carbone de tous les pays et de toutes les entreprises ». Not Zero : How 'net zero' targets disguise climate inaction, Corporate Accountability, (octobre 2020), [https://demandclimatejustice.org/wp-content/uploads/2020/10/NOT\\_ZERO\\_How\\_net\\_zero\\_targets\\_disguise\\_climate\\_inaction\\_FINAL.pdf](https://demandclimatejustice.org/wp-content/uploads/2020/10/NOT_ZERO_How_net_zero_targets_disguise_climate_inaction_FINAL.pdf) (page 4).

<sup>62</sup> Global Witness, Les tactiques de greenwashing des entreprises à surveiller lors de la COP27, (27 octobre 2022), <https://www.globalwitness.org/en/blog/corporate-greenwashing-tactics-watch-out-cop27/>.

grandes entreprises du secteur agricole et alimentaire, Nestlé s'est engagée à atteindre la neutralité carbone. Pour atteindre cet objectif, l'entreprise a lancé des projets de reboisement qui, selon les organisations de la société civile, augmenteront la demande totale de terres et les conflits fonciers, comme sur l'île de Mindanao aux Philippines.<sup>63</sup>

Le zéro net est devenu un bastion pour les entreprises du secteur des énergies fossiles qui souhaitent continuer à brûler des combustibles fossiles au même rythme, voire plus rapidement, tout en se cachant derrière l'illusion qu'elles contribuent à lutter contre le changement climatique. Malgré cela, les gouvernements et la communauté internationale semblent déterminés à faire avancer leurs plans de zéro net. En effet, plus de 4 000 « gouvernements et entreprises à travers le monde se sont engagés à atteindre la neutralité carbone ».<sup>64</sup> Au niveau international, même le récent rapport des Nations unies qui fustige les entreprises pour leurs promesses creuses cachées derrière leurs engagements de zéro émission nette se concentre trop sur les détails de ces engagements et trop peu sur les solutions réelles, c'est-à-dire exiger des entreprises qu'elles réduisent leurs émissions.<sup>65</sup>

Un exemple de ce retard dû aux données est la campagne « Race to Zero » liée à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Bien qu'elle semble plus rigoureuse dans ses exigences en matière d'engagements de neutralité carbone, en veillant à ce qu'ils soient « crédibles et fondés sur la science »,<sup>66</sup> la campagne adhère toujours à l'idée de la neutralité carbone et parle « du changement climatique dans un langage que les entreprises ont contribué à développer ».<sup>67</sup> Cela se produit également au sein des gouvernements nationaux.

Par exemple, **ExxonMobil a été conseiller officiel du Royaume-Uni lors de la COP26 et, plus largement, du plan zéro émission nette du pays.** ExxonMobil a intégré une structure consultative officielle chargée d'aider le gouvernement à intégrer la capture du carbone dans sa stratégie zéro émission nette. Cette relation montre comment la plupart des industries fossiles polluantes au monde sont devenues partie intégrante des délibérations du gouvernement sur le zéro émission nette, ce qui leur permet de contourner les mécanismes traditionnels et fastidieux de lobbying.<sup>68</sup>

<sup>63</sup> Asia Pacific Forum on Women, Law and Development. Feminist Food Sovereignty: A Paradigm Shift in Confronting the Climate Crisis, (décembre 2023) disponible à l'adresse suivante :

<https://apwld.org/wp-content/uploads/2023/12/Food-Sov-and-Climate-FINAL.pdf>

<sup>64</sup> Emily Pontecorvo, « Net-zero is not enough: A new book explains how to end fossil fuels », GRIST (22 décembre 2021), <https://grist.org/energy/net-zero-is-not-enough-a-new-book-explains-how-to-end-fossil-fuels/>

<sup>65</sup> Kate Yoder, « It's not just Coca-Cola: Corporations have co-opted the UN climate talks », GRIST, (15 novembre 2022), <https://grist.org/cop27/corporations-have-co-opted-the-un-climate-talks-coca-col/>.

<sup>66</sup> James Hitchings-Hales, Qu'est-ce que la « course vers zéro » ? Tout ce qu'il faut savoir sur la mission de réduction des émissions, (6 septembre 2021), <https://www.globalcitizen.org/en/content/race-to-zero-net-zero-emissions-climate/>.

<sup>67</sup> Kate Yoder, Il n'y a pas que Coca-Cola : les entreprises ont pris le contrôle des négociations climatiques de l'ONU, GRIST, (15 novembre 2022), <https://grist.org/cop27/corporations-have-co-opted-the-un-climate-talks-coca-col/>.

<sup>68</sup> Nafeez Ahmed, Comment ExxonMobil s'est emparé de la COP26, ByLine Times, (3 novembre 2021), <https://bylinetimes.com/2021/11/03/how-exxonmobil-captured-cop26/>

## 3.2. Mécanismes d'élimination du dioxyde de carbone

Les mécanismes d'élimination du dioxyde de carbone comprennent **le captage et le stockage du carbone (CSC), le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CCUS)<sup>69</sup>, la bioénergie avec captage et stockage du carbone (BECCS) et le captage direct de l'air (DAC)**. Ces pratiques permettent d'extraire le carbone de l'atmosphère, de le transformer en liquide,<sup>70</sup> puis de le stocker sous terre<sup>71</sup> ou de le réutiliser pour fabriquer des produits.<sup>72</sup> Les sites où le carbone capturé est injecté sont « des formations rocheuses poreuses naturelles, telles que d'anciens gisements de gaz naturel ou de pétrole ».<sup>73</sup> Contrairement au CCS et au CCUS qui éliminent le carbone des sources industrielles, le DAC vise à éliminer directement le CO<sub>2</sub> présent dans l'air. Le CCS et le CCUS capturent les émissions provenant des combustibles fossiles, tandis que le BECCS les capture à partir de la biomasse. Si cette solution est présentée comme respectueuse du climat, c'est parce qu'il existe une idée fautive selon laquelle la combustion de la biomasse est neutre en carbone.

La plupart des technologies ne sont actuellement pas en mesure de produire des émissions négatives substantielles et sont extrêmement dangereuses et coûteuses. La séquestration géologique DAC est susceptible d'entraîner des fuites de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère.<sup>74</sup> Parmi les autres défis, citons la contamination des eaux souterraines ou « le fait que la perturbation des formations géologiques lors de l'injection déclenche une activité sismique ».<sup>75</sup> La DAC nécessite également beaucoup d'énergie pour fonctionner.<sup>76</sup> Selon certaines estimations, la DAC « pourrait nécessiter entre 46 % et 191 % de l'approvisionnement énergétique mondial total ».<sup>77</sup> La DAC est un exemple parfait de la nature contre-intuitive des fausses solutions. Elle propose de continuer à vider les

---

<sup>69</sup> Jesse Bragg, Rachel Rose Jackson et Souparna Lahiri, The Big Con: How Big Polluters are advancing a « net zero » climate agenda to delay, deceive, and deny, Corporate Accountability (juin 2021), [https://corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2021/06/The-Big-Con\\_EN.pdf](https://corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2021/06/The-Big-Con_EN.pdf)

<sup>70</sup> Drax, Comment stocke-t-on le CO<sub>2</sub> et que devient-il une fois stocké ? (22 avril 2020), <https://www.drax.com/carbon-capture/how-do-you-store-co2-and-what-happens-to-it-when-you-do/>

<sup>71</sup> Le terme technique pour désigner cette injection et ce stockage est « séquestration géologique ». Voir Katie Lebling, Haley Leslie-Bole et Zach Byrum, 6 Things to Know About Direct Air Capture, World Resources Institute (2 mai 2022), <https://www.wri.org/insights/direct-air-capture-resource-considerations-and-costs-carbon-removal>

<sup>72</sup> Eric Roston et Bill Chameides, CO<sub>2</sub> : They Should Bottle That Stuff, TIME, (17 avril 2008), [https://content.time.com/time/specials/2007/article/0,28804,1730759\\_1731383\\_1731989,00.html](https://content.time.com/time/specials/2007/article/0,28804,1730759_1731383_1731989,00.html)

<sup>73</sup> Drax, Comment stocke-t-on le CO<sub>2</sub> et que devient-il une fois stocké ? (22 avril 2020), <https://www.drax.com/carbon-capture/how-do-you-store-co2-and-what-happens-to-it-when-you-do/>

<sup>74</sup> FERN, Six problèmes liés au BECCS, [https://www.fern.org/fileadmin/uploads/fern/Documents/2022/Six\\_problems\\_with\\_BECCS\\_-\\_2022.pdf](https://www.fern.org/fileadmin/uploads/fern/Documents/2022/Six_problems_with_BECCS_-_2022.pdf)

<sup>75</sup> Emily Rhode, Avantages et inconvénients de la capture directe de l'air, Treehuggr, (26 avril 2021), <https://www.treehugger.com/direct-air-capture-pros-and-cons-5119399#:~:text=Constraints%20like%20costs%20and%20energy,put%20it%20at%20a%20disadvantage.>

<sup>76</sup> Jesse Bragg, Rachel Rose Jackson et Souparna Lahiri, The Big Con: How Big Polluters are advancing a « net zero » climate agenda to delay, deceive, and deny, Corporate Accountability (juin 2021), [https://corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2021/06/The-Big-Con\\_EN.pdf](https://corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2021/06/The-Big-Con_EN.pdf)

<sup>77</sup> Emily Rhode, Direct Air Capture Pros and Cons, Treehuggr, (26 avril 2021), <https://www.treehugger.com/direct-air-capture-pros-and-cons-5119399#:~:text=Constraints%20like%20costs%20and%20energy,put%20it%20at%20a%20disadvantage.>

réserves de combustibles fossiles et à ajouter de plus en plus de dioxyde de carbone dans l'environnement, pour ensuite introduire la DAC et remplir ces réserves vidées avec le CO<sub>2</sub> capturé qui a été produit lors du vidage initial des réserves. De plus, le mécanisme qui nettoie le CO<sub>2</sub> de l'atmosphère nécessite en réalité de grandes quantités du même produit qui introduit le CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère au départ. La logique est circulaire et illusoire.

À chaque étape de ces solutions proposées par les entreprises, il existe des risques de violations des droits humains, de profits pour les entreprises et d'augmentation des dommages causés à l'environnement. Par exemple, la BECCS nécessite de vastes étendues de terres. Certaines estimations évaluent les besoins à 1 milliard d'hectares, soit environ la taille de l'Inde.<sup>78</sup> Comme le souligne un rapport du GIEC, « l'expansion à grande échelle de la bioénergie pourrait également entraîner une concurrence accrue pour les terres ».<sup>79</sup> Les peuples autochtones seront probablement les plus touchés par les déplacements nécessaires à la mise en œuvre du BECCS à grande échelle,<sup>80</sup> mais aussi parce que les dommages causés à la biodiversité par le BECCS menacent leurs cultures et leurs traditions profondément ancrées dans leurs terres.<sup>81</sup> Par la déforestation et la monoculture (comme le maïs et la canne à sucre), le BECCS affecte la biodiversité. La combustion du bois nécessite de l'énergie fossile et émet elle-même du dioxyde de carbone. La biomasse n'est pas neutre en carbone.<sup>82</sup> Comme pour la DAC, le transport par pipeline du CO<sub>2</sub> capturé et sa séquestration ultérieure posent un certain nombre de problèmes, notamment la quantité d'énergie nécessaire au transport et les fuites potentielles après la séquestration.

Le scepticisme entourant le déploiement à grande échelle découle également de la crainte très réelle que si la technologie ne fonctionne pas à grande échelle, tout le dioxyde de carbone qui devait être éliminé de l'atmosphère y restera. Cette crainte est exacerbée par le fait que les entreprises du secteur des combustibles fossiles ne réduisent pas leurs émissions à la source et que « les gouvernements continuent de soutenir une économie à fortes émissions », ce qui a des effets encore plus catastrophiques sur la planète. Étant donné que l'efficacité de ces technologies à grande échelle n'a pas été prouvée, une

---

<sup>78</sup> Action Aid, BECCS : une explication dangereuse (2019),

<https://www.actionaidusa.org/wp-content/uploads/2019/06/BECCS-Explainer.pdf>

<sup>79</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Interconnexions entre la désertification, la dégradation des terres, la sécurité alimentaire et les émissions de gaz à effet de serre : synergies, compromis et options d'action intégrées, chapitre 6, <https://www.ipcc.ch/srccl/chapter/chapter-6/>

<sup>80</sup> Mitch Paquette, Certains groupes autochtones se méfient du programme REDD+ après l'accord de Paris sur le climat, Mongabay, (12 février 2016),

<https://news.mongabay.com/2016/02/some-indigenous-groups-wary-of-redd-following-paris-climate-agreement/>

<sup>81</sup> William C.G. Burns, Les dimensions des droits humains de la bioénergie avec capture et stockage du carbone : un cadre pour la justice climatique dans le domaine de la géo-ingénierie climatique, CLIMATE JUSTICE: CASE STUDIES IN GLOBAL AND REGIONAL GOVERNANCE CHALLENGES, Randall Abate, éd. 2016, Environmental Law Institute)

<https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-04/WIL-BURNS-BECCS-HR-Abate-Book-Chapter.pdf>

<sup>82</sup> Action Aid, BECCS : A Dangerous Explainer (2019),

<https://www.actionaidusa.org/wp-content/uploads/2019/06/BECCS-Explainer.pdf> (page 3)

dépendance excessive à leur développement futur pourrait représenter un pari dangereux et un retard déraisonnable dans l'élimination urgente des combustibles fossiles.<sup>83</sup>

### 3.3. Solutions fondées sur la nature

Si les solutions fondées sur la nature<sup>84</sup> sont définies de manière large, elles consistent principalement en des programmes permettant aux entreprises et aux pays, en particulier ceux du Nord, de compenser leurs émissions (compensations carbone) dans des zones « protégées » qui agissent comme des puits de carbone, absorbant le CO<sub>2</sub> de l'atmosphère. L'un des principaux problèmes des NBS est qu'elles « mettent un prix sur les puits de carbone, comme les forêts tropicales », et donnent l'impression et la possibilité aux entreprises d'acheter des crédits carbone, par exemple en achetant une zone protégée et en payant pour son entretien, plutôt que de réduire réellement les émissions à la source. Grâce aux NBS, les entreprises peuvent justifier leur pollution, car les arbres, les sols et les océans peuvent nettoyer le CO<sub>2</sub> provenant des combustibles fossiles. Ces entreprises préfèrent les terres dépouillées de leurs communautés, de leurs peuples autochtones et de leurs paysans. Les NBS permettent l'appropriation de ces terres pour compenser la perte de biodiversité ou la pollution de l'eau résultant de l'agriculture industrielle ou de l'extractivisme.<sup>85</sup> Tout comme les autres fausses solutions déjà évoquées dans cette note, les NBS constituent une autre tactique visant à retarder et à détourner l'attention.

**La conservation des forteresses** est une solution clé fondée sur la nature. Elle repose sur « un modèle qui suggère que les écosystèmes fragiles doivent exister séparément de toute interaction humaine ». <sup>86</sup> Partant du principe que les humains constituent une menace pour la faune sauvage, la conservation par fortification consiste essentiellement à expulser les populations de leurs terres, à barricader les zones désignées comme protégées, à mettre en place une police et des patrouilles de sécurité pour protéger le périmètre de la zone protégée et à surveiller les activités limitées, voire inexistantes, des populations autochtones dépossédées de leurs terres.<sup>87</sup> L'utilisation humaine des zones protégées est restreinte ; pourtant, ironiquement, la conservation fortifiée encourage souvent l'utilisation des forêts et des terres à des fins touristiques (safaris, chasse à l'animal sauvage).

---

<sup>83</sup> Amnesty International, L'impact des nouvelles technologies pour la protection du climat sur la jouissance des droits humains, contribution d'Amnesty International au Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme (avril 2022), page 2.

<sup>84</sup> Ce terme a été utilisé pour la première fois vers 2009. Les NBS sont soutenues par les Nations unies, des sociétés pétrolières telles que Shell, Chevron, Total, ENI et BP, des sociétés minières telles que BHP et des organisations de conservation telles que l'UICN, The Nature Conservancy et Conservation International.

<sup>85</sup> Corporate Accountability, Glossaire de la justice climatique, (juin 2022), disponible à l'adresse <https://corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2022/10/Glosario-ingles-PDF-2o-edicio%CC%81n.pdf>

<sup>86</sup> Olivia Sakai, Decolonizing Conservation: A Rights-Based Alternative to Fortress Conservation, Université de Californie, Berkeley, disponible à l'adresse

<https://live-mdp.pantheon.berkeley.edu/decolonizing-conservation-a-rights-based-alternative-to-fortress-conservation/>

<sup>87</sup> Simon Counsell, La conservation-forteresse se dirige vers une crise qui ne saurait arriver trop tôt, Climate Diplomacy, (2 août 2022), disponible à l'adresse

<https://climate-diplomacy.org/magazine/conflict/fortress-conservation-heading-crisis-cant-come-soon-enough>.

La conservation par fortification est coloniale. Tout d'abord, elle perçoit la nature comme un espace totalement dépourvu d'êtres humains, ce qui explique pourquoi elle peut expulser violemment des personnes de leurs terres ancestrales et pourquoi elle refuse de reconnaître la relation symbiotique entre les peuples autochtones et la prospérité des écosystèmes sur lesquels ils vivent. L'industrie de la conservation forteresse et les NBS en général marchandisent la nature pour continuer à nuire à l'environnement avec des industries destructrices. En effet, « les NBS menacent de fausser la protection de la nature en l'instrumentalisant comme une solution plutôt que comme quelque chose qui mérite d'être protégé pour elle-même, et en officialisant une fausse notion selon laquelle la « nature » et les « personnes » sont séparées ». <sup>88</sup>

Deuxièmement, les sacrifices, la dépossession et la violence sont toujours le lot des colonisés et jamais des colonisateurs, alors que ce sont les entreprises et les pays du Nord qui sont les principaux responsables de la crise climatique et que le Sud subit le plus durement les effets du dérèglement climatique. Comme le souligne avec justesse Aby Sène, « pour protéger la faune sauvage, il faut comprendre de quoi nous la protégeons. Le colonialisme, le capitalisme et la suprématie blanche ont donné naissance à cette crise écologique incommensurable... ». <sup>89</sup> Pourtant, grâce aux programmes de conservation fortifiée, les responsables de la crise climatique peuvent continuer à polluer tout en tirant profit de la spoliation des peuples autochtones de leurs terres. Alors que les peuples autochtones du monde entier sont expulsés de force après que leurs terres ont été classées comme protégées, la valeur marchande du secteur de la conservation fortifiée continue de croître pour atteindre des millions de dollars, et il est prévu de réserver 30 % de la surface de la Terre à d'autres projets de conservation. <sup>90</sup> La raison derrière cet engagement en faveur de la conservation fortifiée pourrait provenir du fait qu'il s'agit d'une proposition séduisante pour les entreprises : grâce aux programmes de compensation carbone, les entreprises peuvent afficher leur prétendu engagement en faveur des solutions climatiques et se protéger de la réaction négative du public et des boycotts. Concrètement, cela signifie que les entreprises continuent leurs pratiques habituelles, tandis que les peuples autochtones qui vivent sur leurs terres depuis d'innombrables générations se voient soudainement refuser l'accès à leurs terres ancestrales ; de plus, lorsqu'ils résistent, leurs maisons sont incendiées, ils sont menacés de mort, sont effectivement assassinés ou sont lentement affamés. <sup>91</sup>

---

<sup>88</sup> Daisee Francour, Les solutions fondées sur la nature sont de fausses solutions au changement climatique : les peuples autochtones détiennent les véritables solutions au changement climatique, Cultural Survival (2 mars 2022), <https://www.culturalsurvival.org/publications/cultural-survival-quarterly/nature-based-solutions-are-false-climate-change-solutions>.

<sup>89</sup> Aby L. Sène, Accaparement des terres et propagande en faveur de la conservation, (17 juin 2022), Africa Is a Country Magazine, p. 2.

<sup>90</sup> Id.

<sup>91</sup> Id.

Le commerce de la compensation carbone s'est fortement appuyé sur les pays du Sud pour fournir les terres nécessaires au développement de ce marché. Sur les 15 % de la superficie terrestre mondiale déjà classés comme « zones protégées », 66 % se trouvent dans les pays du Sud, principalement en Afrique, dans les Caraïbes et en Amérique latine.<sup>92</sup>

Les morts, les destructions de maisons et les accaparements de terres sont vains, car la conservation forteresse ne fonctionne pas. Les peuples autochtones contribuent à réduire les émissions de carbone. Comme l'a souligné l'ancienne rapporteuse spéciale des Nations unies sur les peuples autochtones, Victoria Tauli-Corpuz, il existe de plus en plus de preuves suggérant que « les forêts prospèrent lorsque les peuples autochtones restent sur leurs terres ancestrales et disposent de droits légalement reconnus pour les gérer et les protéger ».<sup>93</sup> En revanche, les crédits carbone issus des programmes de conservation de type « forteresse » « sont susceptibles d'être des crédits fantômes et ne représentent pas de véritables réductions de carbone ».

Une étude sur Verra, la principale norme mondiale en matière de crédits carbone pour le marché des crédits carbone, a révélé que 90 % des crédits de compensation liés à la forêt tropicale dans le cadre de divers projets de conservation ne représentaient aucune réduction de carbone. En outre, l'étude a constaté que Verra avait surestimé de 400 % la menace que représentent les populations vivant dans les forêts pour celles-ci.<sup>94</sup>

D'autres solutions fondées sur la nature exploitent la capacité des océans et des écosystèmes côtiers (tels que les mangroves, les marais salants et les herbiers marins) à capturer et stocker le carbone, également appelé « carbone bleu ». Les projets liés au carbone bleu entraînent l'accaparement des océans, le déplacement et la perte des moyens de subsistance des communautés de pêcheurs. Le discours sur le carbone bleu comme stratégie d'atténuation du changement climatique menace la vie et la survie des femmes issues des communautés locales, en particulier les pêcheuses et autres communautés vivant sur les côtes en Asie et dans le Pacifique.<sup>95</sup>

---

<sup>92</sup> Aby L. Sène, Land grabs and conservation propaganda, (17 juin 2022), Africa Is a Country Magazine, disponible à l'adresse <https://africasacountry.com/2022/06/the-propaganda-of-biodiversity-conservation>.

<sup>93</sup> David Hill, « Les droits, et non la « conservation forteresse », sont la clé pour sauver la planète, selon un expert de l'ONU », THE GUARDIAN, (16 juillet 2018), disponible à l'adresse <https://www.theguardian.com/environment/andes-to-the-amazon/2018/jul/16/rights-not-fortress-conservation-key-to-save-planet-says-un-expert>.

<sup>94</sup> Patrick Greenfield, Révélation : plus de 90 % des compensations carbone des forêts tropicales par le plus grand organisme de certification sont sans valeur, selon une analyse, THE GUARDIAN, (18 janvier 2023), disponible à l'adresse <https://www.theguardian.com/environment/2023/jan/18/revealed-forest-carbon-offsets-biggest-provider-worthless-verra-a-aoe#:~:text=The%20research%20into%20Verra%2C%20the,companies%20%E2%80%93%20are%20likely%20to%20be%20%E2%80%9C>.

<sup>95</sup> Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement, Fausses solutions : colonialisme climatique et tragédie des biens communs, (décembre 2023), disponible à l'adresse <https://apwld.org/wp-content/uploads/2023/12/FALSE-SOLUTIONS-BRIEFER-Final.pdf>

## 4. Lutter contre les préjudices et promouvoir la justice collective pour trouver de véritables solutions climatiques

Cette note d'information ne peut exposer dans leur intégralité les impacts considérables et les preuves des fausses solutions, des stratagèmes des entreprises et des tactiques manipulatrices utilisées par les pollueurs mondiaux pour amasser richesse et profits au détriment de la planète et des communautés en première ligne qui sont touchées de manière disproportionnée par la crise climatique. Divers résultats de recherche, récits fondés sur des preuves et témoignages ont montré que toutes les fausses solutions mises en évidence dans cette note violent les droits humains et nuisent aux populations et à la planète. Bon nombre de ces projets profondément problématiques continuent d'être suspendus et contestés par les tribunaux du monde entier. En 2023, le gouvernement mexicain a réprimé les expériences non autorisées de géo-ingénierie solaire menées par une entreprise américaine, Make Sunsets.<sup>96</sup> Le projet a également été suspendu en raison du manque de preuves de sécurité de cette manipulation environnementale à grande échelle, confirmé par des scientifiques et des groupes autochtones de Sonora et d'Oaxaca, profondément préoccupés par ses effets sur l'agriculture et la biodiversité.<sup>97</sup>

L'un des exemples les plus récents et les plus importants d'échec des fausses solutions est le scandale des crédits carbone au Kenya. Dirigé par The Nature Conservancy (TNC), le Northern Kenya Grassland Carbon Project (NKGCP) est présenté comme le plus grand projet de séquestration du carbone dans les sols au monde, visant à séquestrer le carbone grâce à une « meilleure gestion des pâturages » tout en vendant des crédits carbone aux principaux pollueurs. Dans une décision historique, le tribunal environnemental et foncier d'Isiolo, dans un jugement rendu le 24 janvier 2025, a confirmé que de graves violations des droits humains avaient été commises à l'encontre des communautés autochtones touchées dans la zone du projet. L'affaire, portée devant les tribunaux par 165 membres des communautés autochtones touchées contre le Northern Rangelands Trust (NRT), a également déterminé que deux des plus grands projets de conservation étaient inconstitutionnels et dépourvus de tout fondement juridique.<sup>98</sup> Un autre exemple récent de projet de géo-ingénierie qui a échoué a également été mis en évidence par l'arrêt du projet

---

<sup>96</sup> Centre pour le droit international de l'environnement. Le CIEL salue l'annonce du gouvernement mexicain concernant l'interdiction de la géo-ingénierie solaire. Janvier 2023. Voir :

<https://www.ciel.org/news/ciel-welcomes-mexican-government-announcement-on-solar-geoengineering-ban/>

<sup>97</sup> CNBC. Le Mexique sévit contre la géo-ingénierie solaire, obligeant une start-up à suspendre ses activités. Janvier 2023 : <https://www.cnbc.com/2023/01/18/mexico-cracks-down-on-solar-geoengineering-stalling-make-sunsets.html>

<sup>98</sup> Survival International. Kenya : une décision de justice historique porte un coup fatal au projet phare de compensation carbone. Janvier 2025. Voir : <https://www.survivalinternational.org/news/14121>

Arctic Ice Project (AIP) en raison de préoccupations écologiques croissantes.<sup>99</sup> L'AIP visait à ralentir la fonte de la mer Arctique à l'aide de microsphères synthétiques à base de silice, mais il a été abandonné en raison de l'opposition croissante des scientifiques et des défenseurs de l'environnement. Cet arrêt fait suite à une série de projets de géo-ingénierie similaires qui ont échoué.<sup>100</sup>

Envisager une transition juste et équitable exige de reconnaître sans compromis que la crise climatique a dévasté de manière disproportionnée les travailleurs, ainsi que les communautés historiquement opprimées et marginalisées, dont beaucoup ont subi de plein fouet l'extraction des ressources, la spoliation des terres et la destruction de l'environnement. Ce processus ne peut pas être un nouveau rideau de fumée destiné à maintenir les mêmes systèmes d'exploitation sous une nouvelle forme. Il doit démanteler la surproduction et la surconsommation mondiales, qui ont été agressivement encouragées par les discours fallacieux des pays industrialisés et de leurs élites corporatives, des entités qui ont longtemps privilégié le profit au détriment des populations et de la planète. Se contenter d'abandonner les combustibles fossiles tout en perpétuant les mêmes schémas d'extractivisme colonial ne fera qu'aggraver la crise, en faisant peser le fardeau sur les communautés en première ligne et les écosystèmes.

L'Argentine, la Bolivie et le Chili font partie du « triangle du lithium », qui détient plus de 50 % des réserves mondiales de lithium. Comme d'autres minéraux essentiels, le lithium est commercialisé comme une solution « d'énergie verte ». Cependant, son extraction nécessite d'énormes quantités d'eau et est susceptible de causer des dommages environnementaux et d'exacerber les conflits avec les communautés autochtones. En 2024, la Cour suprême de la province argentine de Catamarca a décidé de suspendre les projets d'extraction de lithium autour du Salar Hombre Muerto. La cour a ordonné que les projets respectent le droit au consentement libre, préalable et éclairé (FPIC) de la communauté autochtone Atacameños del Altiplano.<sup>101</sup>

---

<sup>99</sup> Hands Off Mother Earth Alliance. La géo-ingénierie échoue à nouveau : le projet sur la glace arctique est abandonné en raison de préoccupations écologiques. Janvier 2025. Voir : <https://handsoffmotherearth.org/resources/press-release-geoengineering-fails-again-arctic-ice-project-shuts-down-over-ecological-concerns/>

<sup>100</sup> Voir par exemple Hands Off Mother Earth Alliance. La ville d'Alameda met fin à l'expérience de blanchiment des nuages marins de l'université de Washington. Juin 2024. Voir : <https://handsoffmotherearth.org/resources/city-of-alameda-puts-a-stop-to-the-university-of-washingtons-marine-cloud-brightening-experiment/> Hands off Mother Earth Alliance. L'Alliance HOME célèbre l'échec d'une expérience très médiatisée de géo-ingénierie solaire. Mars 2024. Voir : <https://handsoffmotherearth.org/resources/the-home-alliance-celebrates-the-defeat-of-a-high-profile-solar-geoengineering-experiment/> ; et Under the sea : Running Tide's ill-fated adventure in ocean carbon removal. Septembre 2024. Voir : <https://www.canarymedia.com/articles/carbon-removal/under-the-sea-running-tides-ill-fated-adventure-in-ocean-carbon-removal>

<sup>101</sup> Association interaméricaine pour la défense de l'environnement. Une décision de justice bloque de nouveaux projets d'extraction de lithium dans un désert salé argentin et crée un précédent régional. Mars 2024. Voir : <https://aida-americas.org/en/press/court-decision-stops-new-lithium-mining-projects-argentine-salt-flat-sets-regional-precedent>

Alors, comment ces fausses solutions sont-elles devenues le point central de tant de stratégies gouvernementales de lutte contre le changement climatique ? La réponse est la mainmise des entreprises. Le greenwashing a permis aux entreprises du secteur des énergies fossiles de s'infiltrer dans les négociations sur le climat, notamment en tant qu'« observateurs » et en participant en tant que « groupes d'intérêt commercial ». <sup>102</sup> Les entreprises du secteur des énergies fossiles sont également autorisées à financer les sommets sur le climat. Cela renforce l'emprise des entreprises et favorise la promotion de fausses solutions telles que « la capture du carbone, l'hydrogène et d'autres technologies basées sur les énergies fossiles ». <sup>103</sup>

**Le monde se trouve à un tournant décisif : il doit abandonner progressivement les combustibles fossiles tout en visant une transformation systémique qui permettra de mettre en place des solutions concrètes.** Pour ce faire, il est indispensable que les activités de soins, y compris les soins communautaires pour l'environnement, soient reconnues, valorisées et placées au cœur de la transformation économique et sociale mondiale. D'un point de vue féministe, cela signifie s'éloigner d'un modèle économique qui dépend du travail de soins, mais qui le sape, et qui a longtemps été assumé par les femmes, les peuples autochtones et d'autres communautés de première ligne. Le système néolibéral actuel exploite ceux qui fournissent ce travail tout en récompensant les pollueurs mondiaux avec les profits tirés de ce travail de soins non rémunéré et sous-payé. Une approche féministe du changement de système refuse de reproduire les mêmes schémas d'exploitation et exige une transformation décoloniale, anticapitaliste et centrée sur la justice, qui reconnaisse les soins comme le fondement d'un monde équitable.

Une véritable transition doit placer la justice et la souveraineté communautaire au cœur de ses préoccupations. Cela implique notamment de faire face à la demande croissante de minéraux critiques – lithium, cobalt, nickel et terres rares – essentiels aux technologies dites « vertes ». Sans s'attaquer à l'extractivisme violent lié aux minéraux critiques, le processus de transition risque de n'être qu'une prolongation du même mode extractiviste, enrobé dans un discours de durabilité mais ancré dans l'oppression et la dépossession. Une transition juste et équitable doit rejeter le mythe selon lequel l'extraction sans fin est nécessaire à la durabilité et privilégier plutôt des solutions communautaires centrées sur les droits humains, la justice écologique et sociale.

La cupidité des entreprises et la négligence des gouvernements ont déjà coûté la vie à des millions de personnes et continuent de mettre en danger des millions d'autres. Toute action visant à corriger cette situation doit tenir compte des erreurs du passé, mais aussi du sort des générations futures, qui seront encore plus durement touchées par le

---

<sup>102</sup> Polluting Paris : Comment les grands pollueurs sapent la politique climatique mondiale, Corporate Accountability, disponible à l'adresse [https://corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2017/10/PollutingParis\\_COP23Report\\_2017.pdf](https://corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2017/10/PollutingParis_COP23Report_2017.pdf).

<sup>103</sup> Simon Pirani, Greenwashing Governments and Oil Companies Turned COP27 into a Climate Disaster, Truthout, (18 novembre 2022), <https://truthout.org/articles/greenwashing-governments-and-oil-companies-turned-cop27-into-a-climate-disaster/>

changement climatique si nous ne changeons pas sérieusement de cap. Mais alors, qu'est-ce qui définit une véritable solution ? Les mouvements pour la justice climatique à travers le monde continuent de réclamer des solutions concrètes qui réduisent réellement les émissions, permettent l'adaptation au changement climatique, reconnaissent la responsabilité historique des pollueurs tout en reconnaissant le leadership des communautés locales, des femmes et des peuples autochtones, et répondent à leurs besoins et priorités. Le Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement a élaboré une liste de contrôle utile pour identifier les solutions concrètes.<sup>104</sup>

Les mouvements mondiaux pour la justice climatique soulignent que les solutions réelles doivent s'attaquer aux causes profondes des injustices climatiques et démanteler les inégalités systémiques. Partout dans le monde, de nombreux exemples mettent en évidence le pouvoir des solutions climatiques menées par les communautés. Des témoignages concrets provenant de communautés rurales et autochtones aux Philippines<sup>105</sup><sup>106</sup>, au Brésil, au Chili, en Ouganda, au Paraguay, en Indonésie et en Inde,<sup>107</sup> ainsi que des témoignages de femmes issues de la base, de la Birmanie au Pakistan,<sup>108</sup> démontrent la force et le leadership de nombreuses communautés en première ligne. En outre, depuis plus d'une décennie, le Women and Gender Constituency présente des solutions climatiques féministes,<sup>109</sup> prouvant une fois de plus que le changement transformateur est porté par ceux qui sont touchés de manière disproportionnée par la crise climatique.

La recherche de solutions concrètes est en effet un élément essentiel des discussions en cours au sein des mouvements pour la justice climatique à travers le monde, et elle nécessite plus que jamais une organisation, une mobilisation et une coordination entre les mouvements plus forts. Dans le cadre de leur plaidoyer collectif en faveur d'une transition juste et équitable vers une économie non basée sur les combustibles fossiles, tout en combattant les fausses solutions et en promouvant des solutions réelles, les membres du Réseau-DESC ont mis en avant les revendications clés suivantes.

---

<sup>104</sup> Asia Pacific Forum on Women, Law and Development, False Solutions: Climate Colonialism and Tragedy of the Commons, (décembre 2023), disponible à l'adresse

<https://apwld.org/wp-content/uploads/2023/12/FALSE-SOLUTIONS-BRIEFER-Final.pdf>

<sup>105</sup> Étude de cas réalisée par Just Associates : Les femmes autochtones de la région de la Cordillera continuent de s'organiser et de se mobiliser pour faire valoir leur droit au CPIC contre le projet GENED 1. Les communautés touchées ont publié une résolution rejetant le projet hydroélectrique. Pour alimenter leurs foyers, les communautés des villages isolés de la Cordillera se tournent vers des solutions micro-hydrauliques à petite échelle. En raison du manque d'électricité dans ces régions reculées, les projets micro-hydrauliques sont devenus une option pratique et abordable pour les communautés autochtones de la Cordillera.

<sup>106</sup> Atlas mondial de la justice environnementale. Centrale hydroélectrique GENED-1 sur la rivière Apayao-Abulug, région de Cordillera, Philippines. Avril 2022. Voir :

<https://ejatlas.org/conflict/genes-1-hydroelectric-power-plant-in-apayao-abulug-river>

<sup>107</sup> Ibon International. Libérer le pouvoir des solutions climatiques communautaires. 2024. Voir :

<https://climatejusticehub.org/2024/11/04/unlocking-the-power-of-community-led-climate-solutions/>

<sup>108</sup> Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement. Grassroots women rising: Addressing loss and damage on a burning planet. Climate Justice Feminist Participatory Action Research. 2022. Voir :

<https://apwld.org/grassroots-women-rising-addressing-loss-and-damage-on-a-burning-planet/>

<sup>109</sup> Voir : <https://womensgenderclimate.org/gender-just-climate-solutions-2/>

## 5. Les membres du Réseau-DESC demandent collectivement aux États :

### 1. Rejettent la marchandisation des peuples et des ressources naturelles ainsi que toute forme de fausses solutions fondées sur le marché et dirigées par les entreprises.

Les fausses solutions fondées sur l'emprise des entreprises et le greenwashing perpétuent les injustices climatiques et les catastrophes. Elles affaiblissent la capacité des communautés à faire face aux effets du changement climatique et ouvrent la voie à l'accaparement des terres et des ressources, à des projets nuisibles à l'environnement et à la privatisation des ressources naturelles. Au lieu de compter sur des technologies non éprouvées et à haut risque mises au point par les entreprises, les États devraient promouvoir des solutions communautaires et prendre les mesures nécessaires pour réduire drastiquement les émissions à la source et atteindre la neutralité carbone.<sup>110</sup>

### 2. Mettre fin à l'emprise des entreprises sur les processus politiques et décisionnels et renforcer les cadres de responsabilité des entreprises.

Pour atteindre efficacement les objectifs de l'Accord de Paris en matière de pertes et de dommages au titre de l'article 8, les États doivent renforcer et réformer en profondeur les cadres juridiques et politiques relatifs aux droits humains et à la responsabilité des entreprises aux niveaux international, régional et national. Il est également essentiel de protéger l'intégrité de l'espace décisionnel, de ses processus et de ses résultats contre les intérêts des entreprises aux niveaux national, international et intergouvernemental en ce qui concerne la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels qui affectent l'accès à la terre, son utilisation et son contrôle.<sup>111</sup> Afin de renforcer la responsabilité des entreprises et de prévenir leur mainmise, les États devraient accélérer le processus d'élaboration et d'adoption d'un instrument juridiquement contraignant sur les entreprises et les droits de l'homme.

### 3. Mettre l'accent sur les expériences et les solutions communautaires dans les actions climatiques.

Les communautés de première ligne confrontées à la crise climatique doivent pouvoir affirmer et revendiquer leur droit à promouvoir des solutions climatiques réelles fondées sur la prise en charge, la durabilité de la vie et une coexistence harmonieuse avec la nature. Les

---

<sup>110</sup> Réseau-DESC, Soumission collective sur le projet d'observation générale du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) sur la terre et les droits économiques, sociaux et culturels, (2021), disponible à l'adresse <https://www.ohchr.org/en/calls-for-input/2021/call-written-contributions-draft-general-comment-no-26-land-and-economic>.

<sup>111</sup> Id.

solutions proposées par les peuples et leurs récits poignants doivent être au centre des débats afin de dénoncer et de contrer la manière dont l'impérialisme, sous la forme du colonialisme climatique, sert intrinsèquement le patriarcat et le néolibéralisme pour influencer les politiques climatiques mondiales.<sup>112</sup>

#### **4. Mettre fin au militarisme et désinvestir de l'industrie de l'armement.**

Afin de garantir les droits humains et la justice climatique, il est urgent de réglementer l'industrie de l'armement et de désinvestir immédiatement de ce secteur néfaste. Les investissements devraient plutôt être réorientés vers des solutions climatiques réelles, menées par les peuples, afin de lutter contre la crise climatique.

#### **5. Garantir les droits à l'autodétermination et à une participation significative.**

Les peuples autochtones et les autres peuples, y compris ceux qui se trouvent en situation d'occupation illégale et d'apartheid, ont le droit fondamental de définir les réponses à la crise climatique et de donner la priorité à leur bien-être collectif dans le cadre de leur droit à l'autodétermination. Ce droit doit être respecté sur la base de leur valeur intrinsèque, ce qui peut soutenir des efforts d'atténuation et d'adaptation durables et efficaces contribuant à prévenir de nouveaux dommages climatiques. Pour une participation effective, les droits à l'information et à la transparence sont essentiels. Cela inclut l'accès sans restriction à des données de haute qualité et ventilées sur les mesures prises en matière d'atténuation, d'adaptation et de pertes et dommages.<sup>113</sup> Les États doivent également harmoniser les mesures juridiques et politiques liées au climat et à la biodiversité avec les droits humains des communautés à la terre, aux territoires et aux ressources. Dans le contexte des zones protégées ou d'autres efforts de conservation, les États doivent reconnaître et respecter les droits fonciers, les droits d'accès et les droits de gestion des communautés, y compris les droits à l'autodétermination des peuples autochtones.<sup>114</sup>

#### **6. Placer les droits de l'homme au centre des décisions environnementales au sein des organisations multilatérales internationales et des institutions financières internationales.**

Les États doivent s'engager à intégrer une approche fondée sur les droits de l'homme dans les décisions prises au sein des organisations multilatérales internationales et des institutions financières internationales ou au sein de leurs organes exécutifs. Cela implique notamment de placer la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme au centre

---

<sup>112</sup> Réseau-DESC, Note d'information COP29 : Priorités pour un programme climatique centré sur les personnes et fondé sur les droits. 2024. Voir : <https://www.escri-net.org/resources/escri-net-cop29-briefing-note-priorities-for-a-people-centered-rights-based-climate-agenda/>

<sup>113</sup> Réseau-DESC, Note d'information COP26 : Les membres du Réseau-DESC appellent les Parties à tenir leurs engagements en matière de pertes et dommages en mettant l'accent sur les droits humains, (2021), disponible à l'adresse [https://www.escri-net.org/sites/default/files/english\\_final\\_loss\\_and\\_damage\\_briefing\\_note\\_compressed.pdf](https://www.escri-net.org/sites/default/files/english_final_loss_and_damage_briefing_note_compressed.pdf).

<sup>114</sup> Id.

des décisions relatives au financement et aux subventions accordés dans le but d'atténuer les effets du changement climatique, de s'y adapter ou de remédier aux pertes et dommages ; de garantir des garanties solides et applicables en matière de droits de l'homme, y compris des cadres de responsabilité, de suivi et de reddition de comptes ; et d'éliminer toute participation à des solutions fallacieuses.<sup>115</sup>

### **7. Assurer un financement climatique conforme aux droits humains, transformateur pour l'égalité des sexes, qui réponde de manière proactive aux défis intersectionnels et soutienne les efforts en faveur de la justice fiscale.**

Le financement climatique doit être transformateur pour l'égalité des sexes, respecter les droits humains et les droits de la nature, promouvoir la souveraineté des peuples autochtones et le bien-être des communautés. Les pays du Nord doivent assumer leur responsabilité historique en fournissant aux pays du Sud un financement climatique adéquat et non générateur de dette. Cela nécessite un désinvestissement immédiat du militarisme et la réaffectation du financement climatique mondial afin de soutenir des solutions communautaires, fondées sur les écosystèmes et les économies de soins.<sup>116</sup> Il doit intégrer des garanties solides, notamment en matière de CPIC, et des normes juridiquement contraignantes, en particulier pour prévenir les violations des droits humains par les entreprises.

---

<sup>115</sup> Id.

<sup>116</sup> Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels (Réseau-DESC). Note d'information du Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels (Réseau-DESC) sur la COP29 : Priorités pour un programme climatique centré sur les personnes et fondé sur les droits. Novembre 2024. Voir : <https://www.escr-net.org/resources/escr-net-cop29-briefing-note-priorities-for-a-people-centered-rights-based-climate-agenda/>

ESCR-Net - Réseau international sur les droits économiques, sociaux et culturels, est un réseau dirigé par ses membres de 300 mouvements sociaux, organisations de défense des droits humains et défenseurs des droits humains dans 80 pays, travaillant ensemble pour réaliser le monde dont nous avons besoin : un monde où le souci des personnes et de la planète, la solidarité et l'égalité, inspirent les décisions et façonnent les structures qui garantissent les droits humains pour tous.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux @ESCR-Net

Abonnez-vous à notre newsletter : <https://escr-net.ink/newsletter>

[www.escr-net.org/fr](http://www.escr-net.org/fr)



Scannez ce code pour en savoir plus sur notre travail sur la justice climatique et environnementale.